

Brochure n° 3085 | Convention collective nationale

IDCC : **16** | **TRANSPORTS ROUTIERS ET ACTIVITÉS AUXILIAIRES  
DU TRANSPORT**

**Avenant du 1<sup>er</sup> février 2023**

à l'accord du 12 avril 2017

relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie,  
à la professionnalisation et la sécurisation des parcours professionnels  
et à l'emploi

NOR : ASET2350292M

IDCC : 16

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**OTRE ;**

**TLF ;**

**FNTV ;**

**FNTR,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**FGTE CFDT ;**

**SNATT CFE CGC ;**

**FO UNCP ;**

**FGT CFTC,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

En raison de la crise liée au « Covid », les partenaires sociaux ont apporté des modifications temporaires aux dispositions de l'article 27 de l'accord national relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie, la professionnalisation et la sécurisation des parcours professionnels et à l'emploi dans les transports routiers et les activités auxiliaires du transport du 12 avril 2017 par trois avenants des 17 décembre 2020, 18 juin 2021 et 26 octobre 2021.

L'incertitude créée par le contexte sanitaire s'est malheureusement prolongée et ses conséquences se font toujours sentir, appelant la poursuite du dispositif dérogatoire temporaire.

C'est pourquoi les partenaires sociaux décident de reconduire les dispositions dérogatoires mises en place par les avenants susvisés comme suit :

#### **Article 1<sup>er</sup> | *Modification temporaire de la période de référence***

Les partenaires sociaux décident de prolonger le dispositif dérogatoire aménageant la durée de la période de référence visée à l'article 27 de l'accord du 12 avril 2017 précité. Ce dernier couvrira la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023 et prendra donc fin au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

#### **Article 2 | *Dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de cinquante salariés***

Les dispositions du présent avenant sont applicables quel que soit l'effectif de l'entreprise sans qu'il soit nécessaire de prévoir de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

#### **Article 3 | *Durée et entrée en vigueur***

Le présent avenant est conclu pour une durée déterminée et prendra fin au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Les dispositions du présent avenant entrent en vigueur dès signature.

#### **Article 4 | *Dépôt et extension***

Le présent avenant fait l'objet d'un dépôt à la direction générale du travail du ministère du travail et d'une demande d'extension dans les conditions légales et réglementaires.

*Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> février 2023.*

(Suivent les signatures.)